

Réaction au communiqué de députés LR sur les salles de consommation

La Fédération Addiction et Ithaque, association adhérente qui gère la salle de consommation de Strasbourg, tiennent à réagir au communiqué du 5 octobre de députés LR sur les salles de consommation qui comporte plusieurs informations erronées.

Mardi 5 octobre, plusieurs députés se réclamant de la mission flash sur les salles de consommation ont signé une communication comportant plusieurs informations fausses, opposant notamment un « *modèle strasbourgeois* » « *social* » à un « *modèle parisien* » qui serait « *uniquement sanitaire* ».

Ces propos ont été démentis par Caroline Janvier, rapporteure de la mission.

Gauthier Waeckerle, directeur de l'association Ithaque qui gère la salle de Strasbourg, apporte les précisions suivantes :

« Les salles de consommation à moindre risque de Strasbourg et de Paris ont été créées avec le même cahier des charges. Il comporte :

- un volet sanitaire : réduire les risques de surdose, d'infections, de maladie et accompagner les usagers vers le soin,*
- un volet social : proposer aux usagers un accompagnement vers leurs droits sociaux,*
- un volet de sécurité publique : améliorer la tranquillité du quartier en réduisant les consommations dans l'espace public.*

Ithaque à Strasbourg comme nos collègues de Gaïa à Paris sommes engagés dans ces trois volets. La différence entre nos deux villes est un problème de moyens : une seule salle dans une agglomération de la taille de l'Île-de-France ne peut évidemment pas avoir le même impact qu'à Strasbourg. »

La Fédération Addiction rappelle que le projet initial des associations et professionnels à Paris portait sur l'ouverture de trois salles supplémentaires afin de répondre à la demande dans l'agglomération parisienne.

Le débat sur les salles de consommation demande du sérieux

Le communiqué des députés contient d'autres contre-vérités en affirmant notamment que « *le crack étant quasi-exclusivement fumé, les SCMR ne sont pas concernées* ». La salle de consommation de Paris propose des espaces d'inhalation : les députés semblent ignorer qu'en l'espèce, « *fumé* » et « *inhalé* » sont bien synonymes et les consommateurs de crack peuvent donc être accueillis dans une salle de consommation à moindre risque.

La Fédération Addiction soutient en revanche la proposition des députés d'une « *prise en charge globale* » des usagers de drogue : c'est l'essence même des salles de consommation à moindre risque, qui constituent une porte d'entrée vers un dispositif médical et social plus large.

À propos de la Fédération Addiction

La Fédération Addiction est le premier réseau d'addictologie de France. Elle regroupe 190 associations, 850 établissements et services de santé, de prévention, de soins et de réduction des risques et plus de 500 médecins et pharmaciens.

Contact presse

Nathalie Latour, déléguée générale
06 12 21 07 25
infos@federationaddiction.fr